

RASSEMBLER A GAUCHE

Comité de rédaction:

- Cyrille-Robert Broux, militant des Verts
- Amaury Couderc, militant socialiste progressiste
- Michelle Dospital militante associative
- Robert Duguët, militant du Mouvement des Citoyens
- Bernard Fischer, militant associatif
- Michel Galin, militant socialiste progressiste
- Serge Guichard, militant du PCF
- Vincent Huet, militant de la LCR
- Sylvie Mayer, militante du PCF
- Roland Mérieux militant de la CAP
 - Félix Millera
- Xavier Rousselin, militant de la LCR
- Jean Sanchez, militant AREV

Directeur de publication:

Jacques Adrien, militant socialiste progressiste

Commission paritaire des Publications et Agences de Presse numéro 11077

RAG: Amaury Couderc,

le Clos, Boissy-Sous-Saint-Yon 91790
tel.: 01.64.91.32.75

N° 81 mars 1997

5è année de parution

RASSEMBLEUR

A GAUCHE

BULLETIN DE LIAISON POUR "RASSEMBLER A GAUCHE"

RASSEMBLER, DÉBATTRE, AGIR

par Michel Galin

Mobilisations contre la loi Debré, eurogrève puis euromanif chez Renault, assise des droits des femmes... L'actualité de ses dernières semaines montre une fois encore que si les attaques du patronat et du gouvernement sont fortes, les réactions du mouvement social sont vivaces. Et, chaque fois, par-delà les ripostes germent des débuts de propositions alternatives.

Tous ceux qui combattent la loi Debré affirment que ce n'est pas l'immigration qui est un problème, mais le chômage. Les syndicalistes de Renault ont établi que par-delà les frontières il n'y avait pas trop d'ouvriers puisque le constructeur avait recours dans certaines usines aux heures supplémentaires et à de la main-d'oeuvre intérimaire. Les assises pour les droits des femmes ont élaboré un certain nombre de propositions concernant le travail, l'égalité des droits etc.

Ce ne sont souvent pas les idées qui manquent pour transformer la société, il y a même un certain bouillonnement de ce côté là. Mais reste en suspend la question du

"comment faire ?".

A JOUER AVEC LE FEU, ON SE BRÛLE !

par Cyrille-Robert Broux

Le FN atteint le seuil fatidique; il peut gagner une élection au scrutin majoritaire avec plus de 50% des voix. L'installation de ce parti représente un véritable danger pour la démocratie. Mais comment peut-on s'étonner de l'influence de ce parti ?

La vie publique est devenue un théâtre où l'on trouve : d'un côté, des actes qui démontrent la déconnexion de "nos" dirigeants de la réalité quotidienne de l'immense majorité de la population; de l'autre côté, des discours qui, pour rassurer la population, ne font que légitimer les thèses lepénistes.

Il s'est constitué au fil des années une caste dirigeante qui se partage les postes de pouvoir, gouvernement, cabinets ministériels, direction des grandes entreprises, des partis politiques. Dans cette bulle, ces hommes de pouvoir s'arrangent et traitent entre eux des problèmes sérieux portant notamment sur les équilibres économiques, la monnaie ou la construction européenne. Leurs décisions, présentées non comme le résultat de choix politiques mais comme des réponses scientifiques aux problèmes, tombent en oukases sur le "bas peuple". Que la population regimbe, conteste et nos dirigeants s'étonnent de ces protestations. Pris dans leurs certitudes, ils ne peuvent ni comprendre, ni concevoir que l'on mette en doute leurs puissants raisonnements ou leurs brillantes analyses stratégiques.

Ainsi, dernièrement, le PDG de Renault, qui ne comprend pas que les salariés ne se rendent pas à l'évidence de la nécessité de la fermeture de l'usine de Vilvorde. .../...

Du côté du mouvement social, des organisations syndicales, des associations, on commence à réfléchir en termes de propositions et des moyens de les mettre en oeuvre. Traditionnellement, elles devaient se cantonner au rôle revendicatif, les partis politiques présentaient des programmes et étaient candidats à exercer le pouvoir. Cette stricte répartition des rôles est allée au bout de ses limites, celles-ci étant mises à jour par la crise de stratégie et de projet des partis de gauche. Et pourtant, s'il faut être prudent pour préserver l'indépendance et les capacités de rassemblement des syndicats et des associations, comment la gauche pourrait-elle gagner sans être en phase avec le mouvement social ?

Observons que les petites et grandes manoeuvres de préparation des .../...

"RASSEMBLER A GAUCHE" est le lien entre tous ceux et celles qui font le choix de se rassembler pour rechercher une issue à la crise qui secoue aujourd'hui la gauche.

"RASSEMBLER A GAUCHE" n'est pas une organisation politique formelle, c'est un lieu de débat et d'action ponctuelle. Il rassemble des hommes et des femmes impliqués dans différentes organisations traditionnellement de gauche, mouvements se réclamant de la gauche, écologistes, inorganisés, tous favorables au rassemblement.

Les articles seront signés et n'engageront que leurs auteurs.

RASSEMBLER, DÉBATTRE, AGIR suite

législatives de 98 se déroulent, dans l'ensemble, comme s'il ne se passait pas grand chose dans le pays et en Europe.

Du côté du PS, on constitue un pôle maastrichien à géométrie variable avec les Verts et les Radicaux. Un œil sur les sondages, un autre sur la rue, la direction Socialiste se cantonne à chaque fois à une position médiane, qui ne satisfait personne. La rue de Solférino ne veut pas comprendre que l'état de l'opinion peut fortement se modifier, pour peu qu'on l'entraîne avec ce qui bouge. Il est vrai que ceux qui manifestent aujourd'hui contre toutes les conséquences de la construction libérale de l'Europe risqueraient de continuer demain sous un gouvernement Jospin.

Après son congrès, le PCF continue à hésiter sur sa stratégie. Un coup de balancier vers un rassemblement à gauche, un coup inverse en privilégiant les rapports avec le PS. La constitution d'un petit pôle anti maastrichien avec le MDC est un facteur positif si l'objectif est un dépassement, sinon "l'intervention citoyenne" ne restera qu'une formule vide comme le fut le "pacte unitaire de progrès". Mais à trop tarder à choisir, c'est un ersatz d'union de la gauche qui l'emportera avec des désistements à la va vite, sans même une discussion d'orientation.

Rassembler, débattre d'une autre politique et des conditions du changement sont une nécessité. Cela doit se faire au grand jour avec toutes les forces (nationales, départementales, locales) qui y sont prêtes, avec les animateurs du mouvement social et bien sûr le maximum de citoyens. Agir, c'est riposter aux mauvais coups, et aussi préparer ensemble les moyens de battre la droite. Le contenu d'un contrat de gouvernement ne peut être séparé des conditions de son élaboration. C'est aussi un levier puissant pour susciter l'adhésion, ce que ne peut faire un cénacle restreint, fût-il conseillé par les plus brillants experts.

Avec l'appel unitaire pour un référendum sur la monnaie unique, nous pouvons en Essonne, débattre et agir en étant largement rassemblés. Nul doute que cette initiative est appelée à s'élargir plus encore, tant pour les forces qui y participent que pour la dynamique de débats qu'elle va entraîner. □

A JOUER AVEC LE FEU, ON SE BRÛLE ! suite

Voilà une usine où le brillant stratège Louis Schweitzer a en l'espace de 2 ou 3 ans, décidé à la fois d'investir plus 1,5 milliards de francs et de tout liquider, les deux décisions étant certainement prises au nom des mêmes bonnes raisons de stratégie à long terme. D'un trait de plume et avec bonne conscience, 3000 personnes sont balancées à la poubelle et toute une région est condamnée. Cette décision de Renault est, de manière caricaturale, le dernier avatar de la méthode du gouvernement qui s'est instituée tant sur la forme que sur le fond. Et encore, Renault peut arguer, semble-t-il, d'un déficit prévisible, car la dernière mode pour les grandes entreprises est d'annoncer à la fois des bénéfices en hausse et des plans de licenciements.



De la nécessité du "franc fort" à la nécessaire compétitivité de nos entreprises en passant par les critères de convergence pour la monnaie unique, une seule affirmation est assénée : ce sont des politiques qui s'imposent, il faut donc faire des sacrifices et supporter les conséquences pour qu'un jour cela aille mieux ! Depuis près de 20 ans le discours est le même, rodé au moment de la lutte contre l'inflation, il perdure avec toujours les mêmes conséquences.

Ces conséquences sont bien connues des gouvernés. Il y a le chômage, l'exclusion, les petits boulots. Mais il y a également d'autres conséquences, celles, beaucoup plus insidieuses, qui résultent aussi de choix politiques mais dont les effets apparaissent parfois bien longtemps après les décisions : le sang contaminé, la viande empoisonnée, l'eau polluée... Et personne .../...

Ce bulletin est le votre, aidez nous à le faire vivre.

Associez-vous à notre démarche en participant financièrement.

Nom Adresse n° rue

Prénom Ville

Code postal

Je verse la somme de: 100 fr autre

A retourner à A. Couderc, le Clos, 91790 Boissy-sous-Saint-Yon

A JOUER AVEC LE FEU, ON SE BRÛLE !

suite

pour dire quand cet effondrement général va s'arrêter et où va la société !

Pour parachever le tout, il y a les annonces régulières sur tel ou tel dirigeant de grande entreprise ou homme politique qui a "piqué dans la caisse" ou dilapidé des fortunes. Ces hommes qu'on entend, un jour, donner des leçons sur la manière de gérer avec rigueur et d'en supporter les sacrifices; et l'on apprend le lendemain qu'ils ont dilapidé des dizaines de milliards en "investissements" hasardeux et qu'ils ont pu bénéficier des fonds publics ou privés pour améliorer le confort de leur résidence, se construire des villas, partir en vacances au soleil...

Qui croire ? Que croire ? Plus rien ne paraît viable, solide, certain; tous les secteurs de la vie sont touchés : santé, travail, alimentation, situation sociale, environnement, politique... il n'existe plus aucun espace de stabilité. Quant à savoir de quoi sera fait demain, c'est l'inconnu total. La population a le sentiment, au mieux, d'être l'otage d'intérêts économiques qui détruisent tout en étant la seule à payer; au pire, d'être méprisée.

Comment s'étonner dans un tel contexte qu'une partie de la population recherche des boucs émissaires et un "sauveur". L'extrême-droite a toujours su prospérer sur un tel terrain.

D'autant que face à cette désorientation de la population, les gouvernements successifs et les dirigeants des partis alternativement dans l'opposition ou dans la majorité n'ont d'autre stratégie que de surfer sur les thèmes "vedettes" du FN : l'insécurité et l'immigration.

J'ai été effaré d'entendre Julien Dray déclarer très doctement, après l'élection de Vitrolles, qu'il ne fallait pas "laisser le monopole de certains thèmes au FN". Ainsi, selon lui, la gauche devrait intervenir sur l'identité française. On en est toujours à la réflexion de Laurent Fabius, "le FN pose les bonnes questions mais n'apporte pas les bonnes réponses". Plus effrayant encore l'éditorial de Jean Daniel, dans le Nouvel Observateur du 13 février 1997, qui, après avoir exposé que l'immigration sert de "bouc émissaire" et que le problème réside dans la corruption et l'insécurité, énonce : "Après la corruption et l'insécurité, et en attendant la difficile réduction du chômage, il faut bien en venir à l'immigration." Ben voyons, la liaison est évidente, on ne peut pas réduire le chômage alors attaquons-nous à l'étranger. L'éditorialiste poursuit ensuite sur "l'efficacité des mesures dissuasives" pour réduire l'immigration.

Bref, la tendance est toujours à légitimer le discours lepéniste et à flatter les tendances nationalistes et xénophobes de nos concitoyens.

Ne serait-il pas possible d'inverser la tendance et de ne plus traiter les citoyens de ce pays comme une charge ou des enfants à rassurer mais comme des hommes et des femmes adultes méritant respect et considération ?

Ne serait-il pas temps que les candidats au pouvoir exposent réellement leurs intentions et proposent des choix d'orientations politiques pour le pays ?

Ne serait-il pas temps que le "débat démocratique" soit autre chose que les échanges truqués des campagnes électorales ou les "négociations" après l'annonce des plans de licenciement ?

Il serait grand temps de reprendre contact avec la réalité quotidienne, si l'on veut éteindre le feu que le FN allume aux quatre coins du pays. □

Urgent - Urgent - Urgent

Tous ensemble à Strasbourg le 29 mars 1997

Le samedi 29 mars prochain, Le Pcu, Mégret et consorts organisent ce qu'ils veulent être le congrès "ordinaire" de la haine et de "l'inégalité des races".

Les strasbourgeois démocrates et républicains ont décidé de réagir. Ils demandent l'appui de tout le pays pour un grand rassemblement ce même jour qui aura une dimension nationale et européenne.

La réussite de cette manifestation est capitale

A Strasbourg, l'Esnonne doit être présente pour faire prévaloir la préférence sociale à la préférence nationale.

A Strasbourg soyons nombreux pour faire sonner les cloches de la République en colère sur la place de l'Etoile.



Pour tout contact relatif à cette manifestation :

Claude Jaillet 01.60.82.32.48

Béatrice Périé 01.60.82.67.84

P. et C. Brunet 01.69.27.43.45

Sabine Menin 01.69.92.27.16

Jacques Adrien (cadre de banque, socialiste progressiste), Eric Badin (responsable syndical CEA), Marcel Balezzeaux (retraité, Palaiseau), Olivier Barrault (syndicaliste, cadre GDF), Corine Bediou (psychologue, Saint-Michel-sur-Orge), Eléna Bediou (retraité, Sainte-Geneviève-des-Bois), Lydie Benoist (secrétaire départementale du PCF), Thierry Berichvili (cadre commercial, Brétigny), Eliane Biederman (MRAP), David Bodet (LCR 91), Jeanne Bordelet (responsable syndicale administration scolaire), André Bourgoïn (AREV), Gisèle Bouyrelou (agent communal, Morsang-sur-Orge), Zeina Bouzid (agent de l'éducation nationale, CAP, conseillère municipale de Grigny), Marie-Cécile Bucher (syndicaliste Alcatel), Yvonne Capdeville (chercheur), Philippe Camo (conseiller municipal de Brétigny), Roger Clavier (responsable ADECR), Hubert Coudanne (chercheur), Amaury Couderc (conseiller régional), Patrick Coulon (rédacteur en chef de La Marseillaise), Michel Cousy (syndicaliste recherche), Christian Daniel (fonctionnaire), Louis Delmas (magistrat à la retraite), Amadou Démé (responsable départemental de la JC), Chantale Deschamps (ingénieur de recherche au CNRS), Lionel Deschamps (Radical Socialiste), Alain Destré (enseignant), Francis Diener (maire-adjoint de Morsang-sur-Orge), Françoise Doubre (enseignante, Palaiseau), Anne Duceux (syndicaliste enseignant), Monique Duboue (conseillère municipale de Palaiseau), Robert Duguet (enseignant, syndicaliste), Bernard Fischer (associatif), Agnès Foucher (étudiante), Michel Galin (Rassembleur à Gauche), Elisabeth Gauthier (dirigeante nationale du PCF), Alain Gillier (responsable maintenance), Richard Gispert (directeur de recherche au CNRS, Palaiseau), Daniel Gouttefarde (syndicaliste USTM), Serge Guichard (dirigeant national PCF), Pierre Guilloton (premier adjoint d'Itteville), Vincent Huet (LCR 91), Suzanne

maire-adjointe de Marianne Inayetian étudiant), Gérard municipal), Jean syndicaliste), (professeur), Lucien conseiller général), (enseignante), Ledour (conseiller Lefranc (conseiller Léger (syndicaliste), (juriste), Christophe municipal de Saint-Lepautrec Marcoussis), Bernard conseiller municipal Michel Leterrier Letreust (étudiant), (sénateur-maire des MDC 91), Claude Aline Marty honoraire, conseiller Liberto Marty Claude Masson associatif, Evry), député européen), (enseignante), Mérieux (agent associatif, CAP, Bois)), Jean-Pierre adjoint de Viry), (CIT Alcatel,

SE RASSEMBLER POUR SE BATTRE, C'EST POSSIBLE...

Les responsables politiques de l'AREV, la CAP, la LCR, le MDC, le PCF et de RAG se sont à nouveau rencontrés le jeudi 6 mars au siège du PCF à Corbeil sous la présidence de Vincent Huet (LCR).

A l'issue de cette rencontre un texte commun appelant à un référendum avant tout passage à la monnaie unique a été rédigé en tenant compte des sensibilités de chacune des organisations présentes et avec la volonté d'ouvrir et de développer le débat avec tous les citoyens sans exclusivité. Il a été décidé également d'organiser un débat public sur cette question aux alentours du mois de mai.

Dans les jours qui ont suivi, plus de cent personnalités se sont associées à cette volonté unitaire : des intellectuels (chercheurs, enseignants, professeurs, écrivains), des élus (maires, conseillers généraux, conseillers régionaux, parlementaires, élus municipaux), des responsables politiques, associatifs, ou syndicaux.

Tous ont apporté leur soutien à cette démarche : exiger d'être consulté avant tout passage à la monnaie unique.

Imperato (AREV, Fleury-Mérogis), (responsable syndicale Jaouen (conseiller Journet (enseignant, Françoise Katsonis Lagrange (Maire, Annie Lecleach syndicaliste), Maurice municipal), Gérard régional), Jacques Marcel Lelièvre Lepage (conseiller Chéron), Monique (enseignante, élue de Lepers (AREV, de Morsang), Jean- (écrivain), Laurent Paul Loridant Ulis, président du Maillard (physicien), (conseiller général régional de 86 à 95), (chirurgien dentiste), (chômeur, militant Sylvie Mayer (ancien Patricia Merlin syndicaliste), Roland EDF/GDF militant Sainte-Geneviève-des-Morvan (maire-Micheline Moulin syndicaliste),

Mohamed Moussaoui (chômeur, militant associatif, Sainte-Geneviève-des-Bois), Philippe Mussat (syndicaliste SNECMA), Philippe Nekrouf (médecin), Marc Nicollin (retraité, CAP, conseiller municipal de Brétigny), Aimé Palisse (animateur culturel foyer rural de Vert-le-Grand), Alain Paulze (militant associatif, Palaiseau), Robi Péchansky (physicien), François Périnet (maître de conférence à la fac d'Orsay), Pierre Piquepaille (enseignant universitaire, CAP, conseiller municipal délégué des Ulis), Gérard Pociéka (AREV), Michèle Prieur (conseillère municipale de Paray), Michelle Raison (professeur), Marjolaine Rauze (maire de Morsang-sur-Orge), Pierrick Roulette (responsable associatif, Vigneux), Jean-Marc Saglio (militant associatif, Palaiseau), Jean Sanchez (chercheur, militant AREV), Pierre Satonet (conseiller municipal), Joseph Simon (syndicaliste, conseiller municipal de Villiers-sur-Orge), Paul Simon (gauche pluraliste Brétigny), Hélène Soubiran (enseignante, syndicaliste), Jean-Pierre Souyri (maire adjoint de Sainte-Geneviève-des-Bois), Yves Strillou (Gauche pluraliste Brétigny), Michel Suc (retraité), Jean Thiebaut (retraité, Palaiseau), Michel Thomas (AREV, conseiller municipal d'Orsay), Françoise Touzinaud (syndicaliste enseignant), Jean-Pierre Touzinaud (responsable syndical CEA), Jacques Valois (directeur d'école à Evry), Claude Vasquez (maire, conseiller général), Dominique Vincent (maire-adjointe de Fleury-Mérogis), Jacques Vollmer (conseiller municipal), Françoise Vaegner (dirigeante syndicale), Dominique Wertheimer (ingénieur, CAP, conseillère municipale des Ulis), Jean-Pierre Zemmour (syndicaliste, Sainte-Geneviève-des-Bois) JOSETTE RANOU (LES VERTS)

APPEL UNITAIRE EN ESSONNE POUR UN RÉFÉRENDUM AVANT TOUT PASSAGE À LA MONNAIE UNIQUE

L'Europe libérale se construit à marche forcée.

L'accumulation des difficultés économiques, sociales, environnementales et écologiques dans les différents pays européens est une conséquence directe de la mondialisation des échanges et de l'application des critères de convergence pour aller à la monnaie unique dans les délais fixés par le traité de Maastricht. Partout en Europe se développent résistance, luttes et exigences démocratiques. Mais la remise en cause de décennies de luttes sociales alimente aussi les inquiétudes, les réticences et les oppositions à toute construction européenne. Ce processus risque d'entraîner la montée des chauvinismes et des replis nationaux. Il y a donc urgence à défendre et à construire une autre Europe.

Les organisations et les personnalités signataires de ce texte réaffirment leur attachement à une construction européenne prenant en compte la volonté des peuples, à une Europe de la protection sociale, de l'emploi, des services publics, de l'environnement, des libertés citoyennes, de la démocratie. Une Europe qui rassemble l'ensemble des pays d'Europe, ouverte sur le sud et l'est.

Avec l'immense majorité des salariés, ces organisations constatent les conséquences sociales et politiques du traité de Maastricht. Elles dénoncent cette construction dominée par l'argent, les banques et les multinationales. Elles refusent l'opacité dans laquelle les décisions se prennent : des conférences intergouvernementales décident des additifs au traité de Maastricht sans débat ni vote aux parlements. Il faut rompre avec ce processus de désintégration sociale et de remise en cause de la démocratie en exigeant une consultation populaire pour s'opposer à cette logique dévastatrice.

C'est ce débat que nous voulons ouvrir et développer avec tous les citoyens.

Changer le rapport de force à gauche sur cette question est aussi un élément de construction d'une réponse plus globale aux questions posées par le mouvement social : quelle politique à gauche, pour quel avenir ?

Nous appelons toutes les organisations de gauche, les écologistes, les syndicats, les personnalités à se joindre à nous pour exiger d'être consultés avant tout passage à la monnaie unique.

Nous appelons chacun à se saisir de cette initiative unitaire pour susciter des débats dans les localités et sur les lieux de travail.

Organisations signataires : AREV, CAP, LCR, MDC, PCF, RAG.

DES NOUVELLES DE LA RÉGION - DES NOUVELLES DE LA RÉGION

Après le rejet du budget régional présenté aux élus par le président Giraud, la droite fait feu de tout bois et tente de faire porter la responsabilité des conséquences qui découleront inéluctablement de l'absence de budget (en particulier pour les investissements lourds qui devaient être programmés cette année, lycées, routes, protections phoniques etc.) sur l'irresponsabilité des élus de l'opposition.

La lettre de la Fédération Interdépartementale du Bâtiment de l'Ile-de-France est à ce titre édifiante; elle illustre parfaitement cette démarche qui semble toucher un certain nombre de décideurs.

Fédération Interdépartementale du Bâtiment de l'Ile-de-France
à
Monsieur Amaury Couderc

le 5 mars 1997

Mesdames, Messieurs les Elus régionaux,

Avez-vous mesuré les conséquences des jeux politiques ?

Le vote d'un budget (ou sa non-adoption) n'est pas neutre, vous vous en doutez, politiquement.

En avez-vous mesuré les retombées économiques et notamment pour le BTP ?

Directement, le Conseil Régional génère 10 milliards de travaux dans la rénovation des lycées par exemple, mais aussi, à travers les subventions accordées aux collectivités locales qui permettent de "boucler" financièrement un dossier.

Savez-vous que ces 10 milliards représentent environ 12.000 emplois, que vous avez mis délibérément en péril et qui s'ajouteront aux 12.000 licenciements déjà prévus en région parisienne pour 97 ?

Savez-vous que le retard apporté à l'exécution du budget régional aggravera la situation d'une profession en crise depuis plus de 4 ans ?

Mesdames, Messieurs les Elus régionaux, vos stratégies politiciennes mettent en péril le sort de vos ressortissants... (et de vos électeurs, ne l'oubliez pas !).

Nous tenions à vous en informer car nous, nous avons l'obligation d'avoir le sens des responsabilités !

Veillez agréer, Mesdames, Messieurs les Elus, l'expression de nos sentiments très distingués.

J. Billia

Amaury Couderc

à

Fédération Interdépartementale du Bâtiment de l'Ile-de-France, Monsieur Jean Billia

le 21 mars 1997

Monsieur,

Bien que peu enclin à répondre à un courrier aussi peu respectueux de la liberté des élus à apprécier ce qui est responsable et ce qui ne l'est pas... (votre courrier du 5 mars 1997), la question de fond que vous posez est à ce point importante que je crois juste de vous répondre.

Parce que, contrairement à ce que vous affirmez, nous avons le sens des responsabilités, le groupe "Communiste et Partenaires" s'est adressé au Président Giraud et aux autres groupes de l'assemblée, semble-t-il à ce jour sans succès, pour demander comme le règlement de notre assemblée le prévoit, une deuxième lecture du budget de la Région.

Si le Président Giraud avait eu la volonté d'aboutir, il aurait pu, pour le moins, se saisir de cette initiative pour tenter de sortir de l'impasse...

Il semblerait qu'il ait choisi la politique du pire, en refusant de revenir devant les élus avec de nouvelles propositions...

Je me permets de joindre un document édité par notre groupe pour expliquer notre démarche et nos propositions pour un budget répondant aux besoins urgents.

Vous en souhaitant bonne réception, recevez Monsieur, l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Amaury Couderc

Partenaire du Groupe Communiste à la Région Ile-de-France

Il est urgent de dénoncer et de démonter le stratagème qui consiste à rendre les élus de l'opposition responsables de l'absence de budget Régional. Les élus Communiste et Partenaires ont en effet proposé au Président Giraud et aux autres groupes une deuxième lecture du budget (ce qui est fréquemment utilisé dans les autres assemblées, que ce soient les assemblées municipales ou même pour le vote du budget national). Le règlement de notre assemblée permettait cette deuxième lecture et aurait permis à notre Région d'avoir un budget. Les investissements urgents et qui ne sauraient être repoussés, en particulier pour les lycées auraient ainsi pu être programmés.

COMMUNIQUÉ DE PRESSE DU GROUPE COMMUNISTE ET PARTENAIRES DU CONSEIL RÉGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

Il a fallu une enquête préliminaire ouverte par la justice et la parution imminente d'un rapport de la Cour Régionale des Comptes pour que le Président du Conseil Régional d'Ile-de-France propose à la Commission Permanente de mettre fin précipitamment à la réalisation de 135 marchés publics réalisés dans le cadre de la procédure dite d'Assistance à la Maîtrise d'Ouvrage pour la construction et la rénovation des lycées de notre Région.

Une procédure, mise en place par le Président Michel Giraud et le Vice-

Président Jean-Pierre Fourcade, que notre groupe a condamné dès sa création. Il n'a cessé depuis lors de la combattre en raison d'une part du dessaisissement des élus régionaux de leur droit de regard sur le choix des entreprises bénéficiaires et sur la qualité des travaux effectués et d'autre part d'une procédure permettant aux banques privées de réaliser des profits excessifs.

Sur d'autres dossiers concernant en particulier l'utilisation des fonds publics pour l'emploi, les élus régionaux sont systématiquement écartés des décisions.

C'est le cas de la mise en place de la Commission Etat-Région pour la restructuration des industries de Défense, ou de la société de Capital-Risques.

C'est au nom de la même exigence de démocratie et de transparence que nous demandons une deuxième lecture du projet de budget 1997. Il est en effet inacceptable que ce soit le représentant du gouvernement qui décide de l'avenir des franciliens en lieu et place des élus du suffrage universel.

.../...

DES NOUVELLES DE LA RÉGION - DES NOUVELLES DE LA RÉGION

suite

Le Président Giraud a refusé de se saisir de cette initiative qui aurait pourtant permis à notre Région de sortir de l'impasse dans laquelle le Président Giraud l'a volontairement enfermée et certains autres groupes de l'opposition volontairement maintenue...

C'est donc, contrairement à notre volonté d'élus responsables, le Préfet de Région qui règle le budget de la Région après avis de la Chambre Régionale. Souhaitons que des solutions soient trouvées pour les investissements urgents, mais en aucun cas nous n'accepterons de porter la responsabilité du décalage dans le temps de tous ces investissements, mais aussi et surtout des conséquences inéluctables qui en découleront.

Amaury Couderc

Une démarche du groupe Communiste et Partenaires

LETTRE À MICHEL GIRAUD, PRÉSIDENT DU CONSEIL RÉGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

Monsieur le Président,

L'annonce brutale de la fermeture de Renault Vilvorde en Belgique a suscité dans notre région et dans le pays colère et indignation. Réaction d'autant plus légitime que cette décision scandaleuse s'accompagne d'un plan de 4000 suppressions d'emplois en France, dont 1480 sur les sites Renault Ile-de-France qui se décomposent comme suit :

- 37 suppressions de postes à Cergy-Pontoise, 70 à Choisy-le-Roi, 931 à Flins, 78 à Rueil, 364 à Billancourt (Renault Siège)

Lors du débat de novembre 1995 sur l'emploi et plus récemment encore lors de la présentation du rapport sur la création d'un Fonds de Développement des Petites et Moyennes Industries en janvier 1997, vous reconnaissiez, Monsieur le Président, que la désindustrialisation dans notre région était alarmante.

C'est en effet, un véritable séisme qui risque de se produire si le déclin de l'automobile n'est pas stoppé. La décision du groupe Renault, si elle n'est pas remise en cause, va avoir des répercussions terribles sur l'emploi et l'existence même des PME-PMI sous-traitantes et des équipementiers dans notre région.

Notre institution se doit d'entendre la voix des salariés et de leurs organisations syndicales qui refusent un tel bradage que ce soit au niveau national ou européen comme en témoigne la première "eurogrève" de la semaine dernière.

Aussi, je vous demande, Monsieur le Président, de convoquer en urgence le Conseil Régional sur ce dossier relevant directement du Développement Economique et de l'Emploi dans notre région afin d'appeler solennellement les Pouvoirs Publics à stopper l'hémorragie industrielle dans notre région et contribuer à la recherche de solutions efficaces pour l'économie et l'emploi.

Notre Assemblée s'honorerait de jouer en la circonstance un rôle actif en faveur de l'intérêt des franciliens, de leur emploi, de l'avenir économique et social de notre Région.

Dans l'attente d'une réponse positive de votre part, je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma considération distinguée.

Guy Schmaus (Président du Groupe Communiste et Partenaire)

Des courriers ont également été envoyés à tous les Présidents de groupe pour leur demander d'appuyer cette démarche...

Le Groupe Communiste du Conseil Municipal d'Evry nous communique

NON FINANCEMENT DES TRAVAUX DES LEP BAUDELAIRE ET BÂTIMENT D'EVRY

Le Conseil Régional Ile-de-France vient de décider une nouvelle fois de retarder les travaux de rénovation des lycées professionnels Baudelaire et Bâtiment d'Evry promis depuis 5 ans.

Ces bâtiments et les installations sont dans un état critique et déplorable tant sur le plan sécuritaire qu'hygiénique. La limite du supportable est largement atteinte. Les élèves, les parents et les enseignants sont particulièrement mécontents. Les élus communistes partagent complètement cette juste colère.

Dans la même rue, le lycée professionnel privé Saint-Jean est en cours de rénovation et d'agrandissement grâce au financement du Conseil Régional. A partir de septembre 1997 ce lycée doublera sa capacité. Sans opposer ces différents établissements les élus communistes considèrent que si le Conseil Régional est capable de financer un lycée à statut privé, il doit être capable de rénover les lycées de la République.

Aujourd'hui l'action de tous est indispensable pour que cesse ce scandale et que nos enfants puissent se former dans des conditions normales et dignes.

Pour les élus communistes : Diego Diaz, maire-adjoint

55

LE PATRONAT DE SEINE-ET-MARNE INVITE LES JEUNES À ALLER GHERCHER DU BOULOT DANS LES PAYS À FORTÉ CROISSANCE.



AVEC CYNISME ET BRUTALITÉ, LA CASSE DES EMPLOIS CONTINUE EN ESSONNE

LE PRÉFET S'EN LAVE LES MAINS

par Amaury Couderc

Le samedi 22 mars, à l'appel de l'intersyndicale une manifestation des salariés de l'entreprise SNPE et d'une vingtaine d'élus se rendait en cortège de l'Agora d'Evry à la Préfecture où une délégation composée de syndicalistes et d'élus était reçue par le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental du travail.

Les syndicalistes ont énuméré leurs craintes de voir encore les effectifs baisser de quelques dizaines de salariés si la dotation n'est pas réévaluée au niveau de l'année précédente.

Les élus présents dans la délégation ont tous apporté leur soutien aux propos tenus par les syndicalistes.

On peut noter au passage la duplicité de F. Marlin (parlementaire) qui, à l'assemblée, vote les textes entraînant ces licenciements et dans le même temps fait mine d'apporter son soutien aux salariés.

Au nom des élus Communistes et Républicains, je suis intervenu pour rappeler, en particulier au directeur du travail la similitude entre la démarche appliquée aujourd'hui par les pouvoirs publics à l'encontre de la SNPE et celle appliquée en son temps à l'encontre de l'IRCHA. Fragilisée à plusieurs reprises par une série de licenciements toujours limités en nombre, cette entreprise était finalement liquidée au prétexte qu'elle était devenue "non viable".

Il semblerait que ce soit la même méthode qui est appliquée aujourd'hui avec la SNPE. Qu'en est-il exactement ?

J'ai également fait part de notre souci d'obtenir un moratoire concernant en particulier les emplois menacés, et souligné que la modicité des sommes en question pour assurer le maintien des emplois était sans commune mesure avec les moyens versés quotidiennement aux entreprises au titre de la création d'emplois nouveaux, souvent à fonds perdus et sans aucune garantie de voir les emplois correspondants créés et pérennisés.

Le secrétaire général de la préfecture a répondu, au grand dam des syndicalistes présents, qu'il n'était nul besoin de moratoire puisque la décision était déjà prise de licencier 61 employés : 24 départs en préretraite FNE, 7 mutations, 30 départs volontaires (sic...), 10% de réduction du temps de travail, 6% de réduction de salaire.

Les syndicalistes ont alors fait remarquer qu'il est pour le moins tout à fait anormal et arbitraire que ce soit la préfecture qui annonce des licenciements avant même la tenue du comité d'établissement qui devra se tenir avant le 28 mars. Ces licenciements remettraient en cause la pérennité de l'entreprise en lui faisant passer par "pertes de "compétences collectives" le seuil technologique au-delà duquel l'entreprise ne pourrait plus assurer son existence propre.

Sans commentaire, tout le monde appréciera la brutalité des décisions, le laxisme de la préfecture et au final la volonté délibérée de casser sans état d'âme un savoir faire reposant sur des décennies d'expériences et de travail. Comme pour l'IRCHA (84-89) les mêmes causes produiront les mêmes effets, la même politique entraînera les mêmes conséquences...

Hier, c'était l'IRCHA qui disparaissait avec tout son potentiel technologique concernant en particulier sa capacité d'évaluation et de contrôle de la pollution de l'air.

Aujourd'hui, c'est la droite au Conseil Régional qui dépense des milliers de devises pour confier ces mêmes études à des laboratoires aux Etats-Unis. Cela aussi se passe de commentaires. □

L'EXTRAORDINAIRE RÉPÉTITION DE L'HISTOIRE...

par Bernard Fischer

Le 22 février 1997, plusieurs centaines de milliers de personnes manifestaient à Paris contre la loi Debré. La tête de la manifestation quittait la Gare de l'Est à 14 heures 30, la queue de la manifestation arrivait Place du Châtelet à 20 heures. Les hélicoptères de la préfecture de police voyaient 33 000 personnes.

Cette immense marée humaine était très exactement le produit du résultat des élections municipales de Vitrolles, du licenciement du directeur du Festival national de théâtre de Chateaufallon, Gérard Paquet, et du débat et du vote de la majorité parlementaire UDF RPR à l'assemblée nationale et au sénat pour la loi Debré.

On mesurera l'extraordinaire répétition de l'histoire. En 1993, la majorité parlementaire votait pour la loi Pasqua, la loi française la plus raciste et la plus réactionnaire depuis le régime de Vichy, sans aucune mobilisation populaire contre elle. Au mois d'août 1996, l'occupation de l'église Saint-Bernard et la défense des dossiers des sans papiers de Saint Bernard au cas par cas démontre le racisme de la loi Pasqua au grand jour. La seule réponse politique de la droite française sera six mois plus tard le débat et le vote d'une loi encore plus raciste et réactionnaire.

Le gouvernement Chirac Juppé Debré fait en matière d'immigration la politique du Front National et c'est la raison la plus profonde de la montée du Front National. C'est le principal mot d'ordre de toutes les manifestations du mouvement des sans papiers, "Jean Marie Le Pen l'original et Jean Louis Debré la photocopie". Et la majorité préférera toujours l'original à la copie. C'est la caractérisation la plus précise du Front National et de sa politique aujourd'hui et demain. Le Front National aujourd'hui n'est ni plus ni moins fasciste par rapport au parti nazi en Allemagne avant 1933 et sa montée n'est ni plus ni moins résistible.

Quant à la relation entre la situation économique et la politique d'immigration, Debré le disait encore récemment à l'assemblée nationale, le gouvernement lutte contre le chômage au moyen de la lutte contre les immigrés car l'immigration serait, bien sûr, la principale sinon la seule cause du chômage.

Le reste, nous le savons. En 1981, le Front National faisait 1 % des voix. La gauche au pouvoir inventait les certificats d'hébergement (Defferre, 1983), les camps de rétention (Marchand), les charters (Cresson, 1991), toute la misère du monde (Rocard) et enfin aujourd'hui les quotas (Julien Dray).

Après la politique de la droite institutionnelle et la politique de la gauche institutionnelle, la troisième cause de la montée du Front National est la crise de décomposition et de dislocation de l'état. La mise en examen du maire de Paris pour fraude et détournement de fonds après un refus d'assistance du directeur de la police judiciaire à un juge d'instruction pour une perquisition au domicile du maire de Paris entraîne une grave crise entre les deux plus importants piliers de l'état, l'institution judiciaire et l'institution policière.

Ou bien la gauche lutte contre la corruption, ou bien le Front National le fera à sa place.

On ajoutera encore à cela la folle tentative de création artificielle d'une ambiance de guerre civile par les vrais faux attentats, le plan Vigipirate et le débarquement massif de l'armée française dans le métro parisien. □

Le syndicat CNT Education 91 vous propose une :

**rencontre, débat
avec des élèves et des profs du L.A.P.
Lycée Autogéré de Paris**

le jeudi 3 avril 20h30 à Palaiseau
salle municipale des Champs Fretaux
avenue du 8 mai (en face de la poste)